



Protégeons notre économie

cessons d'organiser notre impuissance

*Face à la mondialisation libérale, les textes européens sont absurdes et inapplicables :
les peuples les changeront ou les oublieront.*

■ Contre un euro cher

La politique de l'euro fort n'est pas soutenable. Tandis que tant de nations (Etats-Unis, Royaume-Uni, Chine,...) font en sorte que leur monnaie soit faible pour favoriser leurs exportations, personne ne peut rester admiratif d'un euro cher, à contre-courant, qui, loin d'être protecteur, ne fait que casser la compétitivité internationale des prix de nos productions.

■ Contre les concurrences déloyales

Les productions en provenance de pays qui n'ont aucune exigence comparable à celle de la France dans les domaines sociaux et écologiques, et qui tirent de ce défaut d'exigence un avantage commercial, n'ont pas de légitimité à détenir un accès direct et sans pénalité à notre marché.

■ Contre la déflation salariale

Pour dégager des bénéfices malgré les lourds handicaps nés de la sacralisation du libre-échange et de la défense frénétique des spéculateurs, comprimer la rémunération du travail s'impose comme la solution indépassable. Délocaliser, bloquer les salaires et demander des allègements de cotisations, en dépit des gains de productivité, devient l'unique talent des décideurs. Cela contraint les Etats et les individus à un appauvrissement progressif ou à un endettement sans issue.

■ Grâce à une monnaie redevenue compétitive

Par décision politique, l'euro doit retrouver la valeur qu'il possédait à ses débuts par rapport au dollar (en 2000, un euro valait un peu moins d'un dollar). En outre, si nécessaire, pour éviter l'éclatement de la zone euro (ou sa réduction à peau de chagrin), l'euro devra cesser d'être la monnaie unique d'Etats aux économies trop inégales : il devra se transformer en monnaie extérieure commune (par rapport à laquelle les monnaies nationales de la zone euro pourront fluctuer).

■ Grâce à un juste contrôle des importations

L'idée de préférence communautaire doit être réactivée avec l'instauration par les pays de l'Union européenne de normes de qualité, de droits de douane décents et de taxes ciblées sur certaines productions. Cette démarche ne saurait être analysée comme un repli sur soi mortifère ignorant le monde : elle s'inscrit dans une sauvegarde de l'économie internationale par sa restructuration autour de zones socialement cohérentes dont le moteur de croissance est principalement interne.

■ Grâce à une réelle régulation publique

Les marchés financiers et la spéculation doivent être ramenés sans concession à leur place. Les entreprises méritent de pouvoir se reposer sur un pouvoir politique et une administration qui leur garantissent un respect de leurs investissements et une visibilité à long terme, en mettant fin aux dérèglementations des dernières décennies et en créant des acteurs économiques publics puissants et pérennes.

avec Jean-Pierre Chevènement
Portons le Programme de Salut Public

Mouvement Républicain et Citoyen

Pour en savoir plus - Pour s'engager - Pour soutenir

www.mrc-france.org ou adresser ses coordonnées

à Mouvement Républicain et Citoyen -Siège national : 3 avenue de Corbéra - 75012 PARIS

Prénom : NOM :

Adresse postale :

Courriel :